



ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET  
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre  
78, rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin Bicêtre  
Tél : 01 53 14 69 00  
Fax: 01 53 14 69 99

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Consultation N°25.082

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : prestation de saisie de données liées à la facturation dans le système d'information hospitalier de l'AP-HP

Pour la période allant de la date du 01/10/2025 jusqu'au 30/09/2026 reconductible expressément trois (3) fois pour une durée maximale d'un an et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin de chaque période.

Ce document comprend 22 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 1 sur 22

# SOMMAIRE

<b>1. Dispositions Générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet .....	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations.....	4
<b>2. Organisation de l'achat.....</b>	<b>4</b>
2.1 Forme du marché .....	4
2.2 Allotissement - fractionnement.....	4
2.3 Durée .....	4
<b>3. Dispositions financières .....</b>	<b>4</b>
3.1 Forme des prix .....	4
3.2 Prix définitif.....	5
<b>4. Documents contractuels .....</b>	<b>6</b>
<b>5. Conditions de passation des bons de commande .....</b>	<b>6</b>
5.1 Commandes (ou ordres de service) .....	6
5.2 Dématérialisation des bons de commandes .....	6
<b>6. Contrôle – suivi du marché.....</b>	<b>7</b>
6.1 Contrôle.....	7
6.2 Suivi du marché .....	7
6.3 Garantie.....	7
<b>7. Modification du marché public.....</b>	<b>7</b>
7.1 Clause de réexamen.....	7
7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire .....	8
7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	8
<b>8. Obligations du prestataire .....</b>	<b>8</b>
8.1 Données statistiques.....	8
8.2 Certificats .....	9
8.3 Fichier catalogue.....	9
8.3.1 Organisation des catalogues :.....	9
8.3.2 Définition des rôles des intervenants :.....	9
8.3.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation : .....	10
8.4 Secret professionnel et confidentialité .....	10

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 2 sur 22

8.5 Accès aux établissements – Identification.....	11
8.6 Grèves.....	11
<b>9. Facturation – Paiement .....</b>	<b>11</b>
9.1 Facturation .....	12
9.2 Paiement .....	12
9.3 Avances.....	12
<b>10. Assurances .....</b>	<b>13</b>
<b>11. Nantissement et garantie .....</b>	<b>13</b>
<b>12. Retenue de garantie.....</b>	<b>13</b>
<b>13. Pénalités – Résiliation.....</b>	<b>13</b>
13.1 Pénalités.....	13
13.2 Résiliation.....	13
<b>14. Litiges .....</b>	<b>14</b>
<b>15. Dérogations.....</b>	<b>14</b>

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 3 sur 22

# 1. Dispositions Générales

## 1.1 Objet

Le présent marché a pour objet : prestation de saisie de données liées à la facturation dans le système d'information hospitalier de l'AP-HP, nécessaire aux besoins de l'AP-HP.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : Ile-de-France

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

# 2. Organisation de l'achat

## 2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Chaque lot donne lieu à un marché séparé lequel comprend **trois (3)** attributaires maximums conformément aux dispositions de l'article R2362-4 du Code de la Commande Publique.

## 2.2 Allotissement - fractionnement

L'ensemble des prestations sont réparties en lots comme suit

Numéro	Intitulé du lot	Montant minimum	Montant maximum
01	Prestation pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP à l'exception des Hôpitaux de Pitié-Salpêtrière et Charles FOIX	Pas de montant minimum €	2 600 000 €
02	Prestation saisie données liées à la facturation pour les hôpitaux Pitié Salpêtrière et Charles Foix	Pas de montant minimum €	2 200 000 €

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots ou la totalité des lots.

**Le nombre maximal de lots pouvant être attribués à un candidat en qualité d'attributaire n°1 est d'un (1).**

**Un candidat qui arrive premier sur les deux (2) lots se verra attribuer en qualité d'attributaire n°1 le lot le plus important financièrement (lot n°1).**

**Il sera classé second sur le lot qui ne lui est pas dévolu en qualité d'attributaire n°1 et le candidat suivant dans le classement deviendra l'attributaire n°1 sur ce lot.**

## 2.3 Durée

Le marché est conclu pour la période allant de la date du 01/10/2025 jusqu'au 30/09/2026.

Il pourra être reconduit de façon expresse 3 fois, pour une durée maximale d'un an par période de

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 4 sur 22

reconduction.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de chaque période.

### 3. Dispositions financières

#### 3.1 Forme des prix

Tous les lots sont à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pour tous les lots, il n'y a pas de montant minimum.

Pour tous les lots, le titulaire s'engage sur les montants maximums définis ci-dessus sur la durée totale des marchés issus de la présente consultation

S'agissant d'un accord-cadre multi-attributaires, chaque bon de commande sera attribué selon les modalités décrites à l'article concerné.

#### 3.2 Prix définitif

Les prix réputés pratiqués à la date de début des accords-cadres sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

$$P_1 = P_0 [0,15 + 0,85 (I_1 / I_0)]$$

Avec :

- $P_1$  : prix de règlement après la révision ;
- $P_0$  : prix de règlement résultant de la dernière révision ou à défaut, prix figurant sur l'acte d'engagement ;
- $I_1$  : dernier indice publié mois avant la date de début d'exécution des prestations ;
- $I_0$  : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

Indice utilisé :

001565183- Salaires et charges publié par l'INSEE

- Ces dispositions s'appliqueront à l'ensemble des prix du lot.

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande de l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 5 sur 22

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

**Clause butoir :**

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 %.

**Clause de sauvegarde :**

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité

**Dématérialisation :**

En cas d'utilisation de l'envoi dématérialisé des bons de commande, le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue marché" pour les catalogues externes selon la procédure en vigueur, aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

L'AP-HP validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur via la plate-forme de dématérialisation des bons de commande et de gestion des catalogues.

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après la mise en production du nouveau catalogue électronique par le fournisseur qui aura été préalablement validé par l'AP-HP sur la plateforme, dans le cas de gestion des catalogues externes.

A défaut de mise à jour, les prix du catalogue électronique en production continueront de s'appliquer.

Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue électronique seront rejetées par l'AP-HP.

## **4. Documents contractuels**

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles,

et ses annexes financières et techniques, notamment :

- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021.
- L'offre du candidat.

## **5. Conditions de passation des bons de commande**

### **5.1 Commandes (ou ordres de service)**

Elles seront établies par les Groupes Hospitaliers et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de 3 mois.

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 6 sur 22

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début prévisionnelle du marché : 01/10/2025.

Les bons de commande seront envoyés prioritairement à l'attributaire arrivé en première position du classement final au terme d'une configuration dite en cascade.

L'attributaire disposera alors d'un délai **de 5 jours** pour confirmer sa capacité à honorer la commande.

En cas d'absence de réponse du candidat ou d'incapacité de ce dernier à honorer la commande, le bon de commande sera automatiquement attribué à l'attributaire classé en deuxième position du classement final.

Le second attributaire disposera alors d'un délai **de 5 jours** pour confirmer sa capacité à honorer la commande.

En cas d'absence de réponse du candidat ou d'incapacité de ce dernier à honorer la commande, le bon de commande sera automatiquement attribué à l'attributaire classé en troisième position du classement final.

Le troisième attributaire disposera alors d'un délai **de 5 jours** pour confirmer sa capacité à honorer la commande.

Il est porté à l'attention des candidats que cette répartition sera susceptible d'être modifiée par l'AP-HP si le nombre d'attributaire s'avère être inférieur à trois (3).

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

## **5.2 Dématérialisation des bons de commandes**

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe du présent document.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 7 sur 22

l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **6. Contrôle – suivi du marché**

### **6.1 Contrôle**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

### **6.2 Suivi du marché**

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### **6.3 Garantie**

Les fournitures ou les livrables prévus seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

## **7. Modification du marché public**

### **7.1 Clause de réexamen**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

### **7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire**

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 8 sur 22



En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT  
Madame la Directrice  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

### **7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## **8. Obligations du prestataire**

Le prestataire devra satisfaire aux obligations suivantes :

- Respecter l'obligation de secret professionnel et de discrétion qui s'impose à tout agent participant du service public hospitalier et plus particulièrement concernant les données personnelles de santé que le prestataire aura à connaître et qui sont des données sensibles (cf. clause de confidentialité) ;
- Assurer techniquement une connexion à distance de type VPN pour permettre l'accès à la GAM;
- Prendre en compte les modifications de versions qui interviendront pendant la durée du marché;
- Transmettre au Groupe Hospitalier, les noms et prénoms des agents envisagés ainsi que leur curriculum vitae (pour acquisition par le GH de cartes CPS permettant l'accès au logiciel CDR : « consultation des droits réels ») ;
- Installer techniquement la connexion Internet permettant l'accès au CDR ainsi qu'acquérir les lecteurs carte CPS homologués par le Groupe Hospitalier ;

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 9 sur 22

- Obtenir une validation de la C.N.I.L ;
- Participer obligatoirement aux formations prises en charge par l'AP-HP aux règles de facturation et à l'utilisation de la GAM ;
- Accepter l'organisation d'actions concertées de formation continue des équipes du prestataire si le besoin s'en fait sentir ;
- Etablir le suivi prévu à l'article 8 du CCTP ;
- Respecter le calendrier de clôture comptable fixé par l'AP-HP;
- Le prestataire s'engage à respecter les clauses de confidentialité indiquées à l'article 8.3 du présent cahier des charges et notamment les engagements de l'annexe RGPD du CCAP.

Le groupe hospitalier reste propriétaire des données transmises. Le prestataire n'a aucun droit d'utiliser les données transmises par les Hôpitaux de l'AP-HP. Le prestataire retenu s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de prestations portant le logo AP-HP ou tout document produit par l'AP-HP ou un groupe hospitalier de l'AP-HP, y compris en cas de résiliation ou de non reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

### **8.1 Données statistiques**

Le candidat retenu s'engage à fournir les données statistiques des commandes reçues (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) au service concerné.

**Périodicité** : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

**Support** : courriel à l'adresse suivante

**Type de fichier**: EXCEL ou équivalent ou compatible

#### **Dessin d'enregistrement :**

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4- )
- n° de marché AP-HP<sup>(1)</sup>
- n° de lot (si le fournisseur est Titulaire de plusieurs lots)
- hôpital / site<sup>(2)</sup>
- Code produit AP-HP
- référence commerciale du produit (uniquement pour Fournitures et Equipements)
- libellé du produit ou du service
- unité de facturation
- nombre de livraisons par produit et par hôpital
- quantité totale livrée (en unités de facturation)<sup>(3)</sup>
- prix unitaire HT
- montant total HT <sup>(3)</sup>
- montant total TTC <sup>(3)</sup>

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 10 sur 22

(1) informations spécifiées sur la notification du marché

(2) libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

(3) ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service pour toute précision complémentaire

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe sur les pénalités du présent document.

## **8.2 Certificats**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

## **8.3 Fichier catalogue**

Un catalogue correspond à un instant donné, à la description du contrat en vigueur ou marché (tarifs, libellés, références...).

### **8.3.1 Organisation des catalogues :**

Le fournisseur renseigne le catalogue marché (format Excel) correspondant à l'ensemble des références articles et produits définis au marché selon les données obligatoires décrites à l'article sur la « dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP.

Pour information, certains catalogues gérés par l'AP-HP seront internes (l'AP-HP se chargeant de saisir l'ensemble des informations nécessaires pour enrichir les catalogues sur la plateforme de dématérialisation), d'autres seront partagés entre l'AP-HP et le fournisseur (certains attributs du catalogue sont renseignés par le fournisseur et d'autres par l'AP-HP). Un catalogue interne pourra par la suite devenir partagé et réciproquement au cours de l'exécution du marché, selon les accords qui seront convenus entre l'AP-HP et le fournisseur.

### **8.3.2 Définition des rôles des intervenants :**

- Fournisseur :
  - Dans le cadre des catalogues partagés, il télécharge le catalogue marché à partir de la plateforme de dématérialisation « eContent » de PROACTIS (catalogue initié par l'AP-HP constitué des informations transmises lors de la soumission de son offre : bordereau de prix de l'appel d'offres) qu'il doit ensuite compléter à minima des données obligatoires du catalogue ;
  - Charge éventuellement son catalogue public (catalogue de tous ses produits avec tarification publique éventuellement remisé) dans le cadre de marchés de fournitures lorsque c'est prévu au marché pour les produits non contenus au niveau du bordereau de prix unitaire, en lien avec l'objet du marché et retenus après accord par l'APHP.
- PROACTIS :
  - Valide la conformité technique des données avec le format de recueil de données (fichier Excel décrits en **annexe 7**) défini par l'AP-HP (processus automatisé dans eContent) ;

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 11 sur 22

- Assiste les acheteurs de l'AP-HP et les fournisseurs dans l'utilisation d'eContent.
- Acheteur de l'AP-HP :
  - Charge le catalogue interne ou dans le cas de catalogue mixte, accepte ou rejette les propositions de création puis de mise à jour des catalogues grâce aux outils de comparaison rapide et de simulations mis à sa disposition dans eContent.
- Administrateur de catalogue AP-HP :
  - Enrichit les catalogues avec les données propres à l'AP-HP pour intégration dans le système de gestion économique et financière de l'AP-HP (exemple : attributs internes du produit permettant les imputations comptables).

### **8.3.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :**

A l'article sur « la dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP ont été décrits les rôles en lien avec les différentes étapes de création du catalogue. Toute mise à jour se fera de la même manière.

Dans le cas d'une gestion des catalogues en mode partagé entre l'AP-HP et le fournisseur, ce dernier pourra utiliser la dernière version chargée. Il modifiera directement dans le catalogue au format Excel les données à mettre à jour (données contractuelles, photos, descriptions, fiches techniques...) et rechargera son catalogue dans eContent conformément aux stipulations du marché (signature d'avenant, clause de révision de prix...).

## **8.4 Secret professionnel et confidentialité**

Toute information ou document communiqué par la Personne Publique au Titulaire, sous quelque forme que ce soit, devra être considéré comme ayant un caractère confidentiel.

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 12 sur 22

un engagement de confidentialité ;

- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Aucune sortie des locaux de l'AP-HP de données, de fichiers, de configurations, de supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, d'une pièce détachée et/ou d'une documentation détenue par l'AP-HP ne peut être faite sans l'autorisation préalable et écrite du Service du Système d'Information de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance de l'AP-HP, quelle qu'en soit la nature et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou en avoir connaissance. En particulier, les informations nominatives relatives aux patients sont couvertes par le secret médical et le secret CNIL, lesquelles ne tombent pas dans le champ du domaine public.

En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance chaque opération devra faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et les noms des intervenants, transmis à la Personne Publique.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de la Personne Publique, le titulaire prendra toutes dispositions afin de permettre à la Personne Publique d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. À cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de la Personne Publique avant chaque opération de télémaintenance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous la responsabilité du Titulaire, mentionnant les dates et nature détaillées des interventions de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 13 sur 22

Le Titulaire remplit et signe l'annexe RGPD figurant dans le DCE et en respecte les termes.

### **8.5 Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### **8.6 Grèves**

**En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## **9. Facturation – Paiement**

### **9.1 Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de la prestation ;
- le montant hors taxes et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 14 sur 22

- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande);
- le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

#### **Escompte :**

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

### **9.2 Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### **9.3 Avances**

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

## **10.Assurances**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 15 sur 22

- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## 11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## 12. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 13. Pénalités – Résiliation

### 13.1 Pénalités

#### 1- Pénalités de retard

En cas de non-respect des stipulations fixées aux pièces constitutives du présent marché, et notamment dans le cas où le titulaire n'aurait pas effectué sa prestation dans les délais et pour les quantités fixées au bon de commande, le titulaire serait passible envers l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sans mise en demeure préalable, et à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suivra l'expiration des délais, d'une pénalité calculée comme suit :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

**P** correspond au montant des pénalités,

**V** correspond au montant TTC de la commande,

**R** correspond au nombre de jours calendaires de retard.

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG – FCS. Plus particulièrement, en cas d'interruption des logiciels du système d'information, notamment GAM, de plus d'une heure pendant le traitement d'un dossier, le délai de traitement de ce dossier, prévu aux articles 5 et 7 du CCTP est doublé.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire, en cas de défaillance de ce dernier.

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus à l'article « *Données statistiques* » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 45ème jour suivant la fin du trimestre.

#### 1- Pénalités liées à un défaut de qualité

La qualité de la prestation est évaluée selon les 6 critères définis à l'article 8 suivi de la prestation du CCTP.

**Si un des six indicateurs cités à l'article 8 du CCTP est supérieurs (ou inférieur pour le taux de facturation) aux seuils définis, un taux de pénalité fixe de 10% sera appliqué au montant TTC de la commande.**

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 16 sur 22



### 13.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## 14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

### **Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques**

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : <mailto:mediation.interne.aca@aphp.fr>

## 15. Dérogations

- L'article sur les durées du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.
- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article « Facturation – Paiement » déroge à l'article 10.1 du CCAG FCS.

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 17 sur 22

## Annexe 1. Modèle souhaité pour les statistiques

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Nom du fournisseur	Année	Trim	Num marché	N lot	Hôpital / Site	Code produit APHP	Ref. Commerciale du produit	Libellé du produit	U. facturation	Nbre liv par hôpital	Nbre de liv. par produit et par hôpital	Quantité totale livrée	PU HT	Total HT	Total TTC
aaa	2023	3	232405	1	Charles Foix		1111	Produit « a	1 pièce	2	12	360	3,45	1 242,00	1 485,43
aaa	2023	3	232405	1	Charles Foix		12212	Produit b	1 kg		2	100	9,40	940,00	991,70
aaa	2023	3	232405	2	Charles Foix		4(315	Produit c	3 kg	1	1	27	36,85	994,95	1 049,67
aaa	2023	3	232405	3	Cochin		Sirala	Produit d	1 bidon de 1,2 l	2	6	180	12,40	2 232,00	2 669,47
aaa	2023	3	232405	1	Cochin		Sem50	Produit e	1 lot de 3		5	400	45,85	18 332,00	21 925,07
aaa	2023	3	232405	4	Lariboisière		1111	Produit a	1 pièce	1	4	200	3,45	690,00	825,24

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 18 sur 22

## Annexe 2. Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

<b>Achats Centraux Hôtelières Alimentaires et Technologiques</b>	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre	01-44-06-59-62
<b>Agence Générale des Equipements et des Produits de santé (AGEPS)</b>	7, rue du Fer à Moulin 75005 Paris – 1 », rue Lavoisier 92000 Nanterre	01-46-69-13-13
<b>AP-HP. Sorbonne Université</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pitié – Salpêtrière</li> <li>- Charles Foix</li> <li>- Tenon</li> <li>- Saint Antoine</li> <li>- Rothschild</li> <li>- Armand Trousseau</li> <li>- La Roche Guyon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS</li> <li>- 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE</li> <li>- 4 rue de la Chine 75020 PARIS</li> <li>- 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS</li> <li>- 5, rue Santerre 75012 PARIS</li> <li>- 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS</li> <li>- 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon</li> </ul>	01-42-16-00-00 01-49-59-40-00 01-56-01-70-00 01-49-28-20-00 01-40-19-30-00 01-44-73-74-75 01-30-63-83-30
<b>AP-HP. Université Paris Saclay</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Antoine Béchère</li> <li>- Bicêtre</li> <li>- Paul Brousse</li> <li>- Raymond Poincaré</li> <li>- Hôpital maritime de Berck</li> <li>- Ambroise Paré</li> <li>- Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART</li> <li>- 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE</li> <li>- 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF</li> <li>- 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES</li> <li>- Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER</li> <li>- 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT</li> <li>- 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS</li> </ul>	01-45-37-44-44 01-45-21-21-21 01-45-59-30-00 01-47-10-79-00 03-21-89-27-27 01-49-09-50-00 01-44-96-31-31
<b>AP-HP. Hôpitaux universitaires Paris - Seine Saint Denis</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avicenne</li> <li>- Jean Verdier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY</li> <li>- Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY Cedex</li> </ul>	01-48-95-55-55 01-48-02-66-66

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 19 sur 22

- René Muret / Bigottini	- Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN	01-41-52-59-99
<b>AP-HP. Centre – Université de Paris</b>		
- Necker	- 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS	01-44-49-40-00
- HEGP	- 20 rue Leblanc 75 015 PARIS	01-56-09-20-00
- Corentin Celton	- 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX	01-58-00-40-00
- Vaugirard Gabriel Pallez	- 10, rue Vaugelas 75015 PARIS	01-40-45-80-00
- Cochin	- 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS	01-58-41-41-41
- Saint Vincent de Paul	- 82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS	01-58-41-41-41
- Hôtel Dieu	- 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4	01-42-34-82-34
- Broca	- 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS	01-44-08-30-00
- La Rochefoucauld	- 15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS	01-44-08-30-00
- La Collégiale	- 33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS	01-44-08-30-00
<b>AP-HP. Nord – Université de Paris</b>		
- Bichat-Claude Bernard	- 46 rue Henri Huchard 75018 PARIS	01-40-25-80-80
- Beaujon	- 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY	01-40-87-50-00
- Louis Mourier	- 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES	01-47-60-61-62
- Robert Debré	- 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS	01-40-03-20-00
- Bretonneau	- 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS	01-53-11-18-00

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 20 sur 22

- Fernand Widal	- 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS	01-40-05-45-45
- Lariboisière	- 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01-49-95-65-65
- Saint Louis	- 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01-42-49-49-49
<b>AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor</b>		
- Albert Chenevier	- 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL	01-49-81-31-31
- Henri Mondor	- 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL	01-49-81-21-11
- Emile Roux	- 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES	01-45-95-80-80
- Joffre – Dupuytren	- 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL	01-69-83-63-63
- Georges Clemenceau	- 1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL	01-69-23-20-20
<b>Hospitalisation à Domicile</b>	- 14 rue Vesale 75005 PARIS	01-42-16-08-50
<b>Sécurité, Maintenance et Services (SMS)</b>	- 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-13
<b>Service Central des Ambulances (S.C.A.)</b>	- 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-43
<b>Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)</b>	- 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-44-06-59-00
<b>Siège de l'AP-HP</b>	- 55, Boulevard Diderot CS 22305 75610 PARIS CEDEX 12	01-40-27-30-00
<b>Hôpital marin d'Hendaye</b>	- Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05-59-48-08-00
<b>Hôpital Paul Doumer</b>	- 1, Route de l'hôpital BP 10239 Labruyère 60140 LIANCOURT	03-44-31-55-00

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 21 sur 22

Hôpital San Salvador	- 4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04-94-38-08-00
----------------------	---	----------------

AP-HP	Consultation n°25.082	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :29/4/25	Page 22 sur 22